

Couverture région, Spécial Alençon Supplément**Les nouveaux défis d'Alençon**

7 septembre 2001, l'empire Moulinex s'effondre, dernier acte de la chronique d'une mort annoncée. La marque, reprise par son concurrent SEB, survivra, mais quatre sites de Basse-Normandie ne remettront pas leurs machines en route. Parmi eux, Alençon, le berceau historique. En soixante-cinq ans, sous l'impulsion de l'industriel Jean Mantelet, Moulinex était devenu le n° 1 français du secteur, le premier employeur et l'étendard d'Alençon. Au-delà du millier de salariés et des sous-traitants laissés sur le carreau, c'est donc l'identité même de la ville et de ses 30 000 âmes qui est touchée par ce drame. Septembre 2005, le bilan s'impose. Si la période de déprime post-fermeture semble terminée, Alençon doit encore franchir de nombreuses étapes pour remonter la pente.

Alain Lambert, l'homme clef de la région (voir page IV), s'est posé bien des questions à l'automne 2001. Un court instant. «J'étais convaincu, au moment même où j'ai connu le verdict, qu'il fallait tourner avec courage cette page glorieuse de notre histoire et retrousser nos manches pour en écrire une nouvelle.» Quatre ans après la fermeture de l'usine de la route de Mamers, Alençon, de fait, n'a rien d'une ville morte: les friches du site industriel sont en pleine transformation, le quartier de Perseigne se refait une beauté (voir page VII), deux entreprises internationales doivent même bientôt s'implanter: le japonais Ariake et l'américain Prologis. «La réaction a été assez rapide», note Michel Bove, directeur de la mission de revitalisation économique de Basse-Normandie.

Il faut dire que la ville a bénéficié d'un sacré coup de pouce: 38 millions d'euros injectés par l'Etat, la région, le département, la communauté urbaine d'Alençon (CUA) et la ville. Une convention de redynamisation qui a permis de refermer quelques cicatrices: la cellule de reclassement a ainsi presque rempli ses objectifs. «Sur les 997 salariés, il ne reste qu'une dizaine de personnes sans solution, affirme Michel Bove. Encore s'agit-il de cas particuliers: handicaps, problèmes d'alcoolisme, maladies. Les résultats sont meilleurs ici que sur les sites Moulinex du Calvados.»

En revanche, côté emploi, les chiffres, eux, ne sont pas aussi bons. Pour marquer sa volonté de reconquête, Alain Lambert, alors président de la communauté urbaine, avait lancé en janvier 2002 l'opération Phénix. Son slogan, encore dans toutes les têtes, était affiché jusque sur les Champs-Élysées: «1 000 emplois en 1 000 jours». Avec seulement 566 créations à l'échéance (700 aujourd'hui), le pari semble perdu. «Je n'ai vraiment pas honte de ne pas avoir atteint notre objectif, clame le désormais sénateur [UMP] de l'Orne. Nous mettrons peut-être mille cinq cents ou deux mille jours pour y arriver. L'important est d'être convaincu que la fin de Moulinex ne signifie pas la fin d'Alençon.»

Sans doute a-t-il même pensé que la fin de Moulinex représentait au contraire une «opportunité» pour modifier le visage de la cité? «Le mot serait mal compris par ceux qui ont souffert de la fermeture, mais ce n'est pas complètement faux, souligne madame la Maire, Christine Roimier (divers droite), qui a pris les rênes de

la municipal  t   en mai 2002 en remplacement d'Alain Lambert, appelé au gouvernement. La convention a permis de cofinancer des modernisations considérables pour la ville et d'augmenter sa capacité à accueillir aussi bien des entreprises que des familles supplémentaires. C'est un facteur fort d'accélération. »

“Le Neuilly du Mans”

Reste à savoir dans quelle direction avancer. Alençon en est encore au stade du brouillon. Maintenant que Moulinex a mis la clef sous la porte, les acteurs locaux se tournent vers la plasturgie - que le gouvernement n'a pas retenu parmi ses pôles de compétitivité - et réfléchissent aux gisements d'emplois que constituent les services à la personne (voir page VI). «Nous devons, par ailleurs, créer les conditions d'accueil de nouvelles activités», soutient la première édile. Comment? Grâce aux équipements de pointe en très haut débit Internet, à l'ouverture de nouvelles zones d'activité et au classement en zone franche urbaine des quartiers de Perseigne et de Courteille. Sans oublier la création de voies de communication, indispensables pour attirer du monde dans ce no man's land. «Le d  enclavement routier, avec la mise en service, le 28 octobre, de l'autoroute A 28, entre Alençon et Rouen, voil   trente ans qu'on l'attend!» se réjouit Gérard Burel, président UMP du conseil général de l'Orne.

«A bientôt une heure de Rouen, 200 kilomètres de Paris et vingt-cinq minutes du Mans, nous sommes admirablement situés pour cultiver les valeurs montantes de ces vingt prochaines années: la qualité de vie et l'art de vivre, explique doctement Alain Lambert. Avant d'ajouter, dans un sourire: «Etre le Neuilly du Mans, ce n'est pas mal?» A l'aune de cette confiance, on comprend mieux les politiques menées ces dernières années: la restauration du patrimoine architectural alen  onnais (voir page VIII); le pavement de l'intégralité du cœur de ville; le soin apporté aux espaces publics; le projet, encore dans les cartons, de rénovation de la gare? Que ce soit pour l'habitat, les lampadaires, la tapisserie de la salle du conseil municipal ou encore la tranquillité des rues, deux mots reviennent donc en permanence dans la bouche des élus: «qualité» et «excellence».

«Alençon et ses pavés, c'est tellement beau qu'il faudrait chausser des patins, ironise Jean-Claude Pavis [PS], chef de file de l'opposition municipale. Ce n'est pas   a qui fait la vie. Nous souffrons d'une gestion notariale de la ville.» Et c'est vrai que la cité ronronne. Mis à part la Luciole, salle de concert dont la capacité va être augmentée, et la scène nationale de théâtre, l'offre culturelle reste relativement limitée. «On sent une envie de trouver un moteur culturel fort mais, pour le moment, rien ne ressort vraiment», indique une journaliste locale. La municipalité réfléchit aussi au développement du tourisme religieux (voir page VIII) et à la création d'un   v  nement régulier lié à la photographie, à l'instar du Visa pour l'image de Perpignan, mais ces projets restent encore bien vagues.

Du côté des associations, on fait aussi grise mine. «A Alençon, on ne vous empêche pas de faire des choses, mais on ne vous aide pas beaucoup non plus, regrette Véronique Porteneuve, ex-animatrice de la Maison de l'économie solidaire de l'Orne. Dans d'autres villes, on met à disposition gracieusement des salles pour se réunir ou des lieux pour exposer. Ici, il faut payer.» La maison des associations, coincée dans une impasse, tient, elle, plus du manoir hanté que d'autre chose. Peu engageante, elle devrait être convertie en logements. Tout un symbole.

«Les visiteurs nous disent souvent: “Vous avez une belle ville, mais elle n'est pas suffisamment vivante et attirante”, soupire Joaquim Pueyo (PS), conseiller général du canton Alençon 1 et candidat pressenti du Parti socialiste aux prochaines municipales. Nous travaillons donc sur un programme ambitieux pour la ville. Il faut que cette image change. Les élections permettront aux Alen  onnais de faire leur choix.» Pas facile pour la gauche, toutefois, de faire entendre sa voix dans un

département où l'UMP truste presque tous les mandats. En retour, le député Yves Deniaud (UMP) ne mâche pas ses mots: «Du côté de l'opposition, il n'y a aucun projet de gestion, aucune ligne de conduite, rien de sérieux.» Cela promet une belle bataille pour 2008.

Bordier Julien

L'EXPRESS

Avec l'aimable autorisation de l'Express